

UNE JEUNE FEMME BLESSÉE À ORAN

Les jet-skis continuent de semer la terreur

H. SAAÏDIA

Les jet-skis ont fait une nouvelle victime sur les plages d'Oran. Lundi, aux environs de 18 heures, sur la plage de l'Etoile, dans la commune balnéaire de Bousfer, une jeune femme, K.D., âgée de 26 ans, a été heurtée par un jet-ski. Grièvement blessée, la victime a été transportée par l'ambulance de la protection civile vers l'hôpital d'Ain El-Turck, où elle demeurerait encore hospitalisée hier, a-t-on appris auprès du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Oran. L'accident survenu, le conducteur du jet-ski a pris la fuite en direction du large, ignorant les coups de sifflet des agents de la protection civile, selon la Gendarmerie nationale. La jeune femme se baignait à une distance de 80 mètres du bord, à côté d'autres personnes. Il y avait un monde fou sur cette plage du littoral oranais durant cette journée de lundi. Trois ou quatre jet-skis glissaient sur l'eau, selon des témoins. Filant à pleins

gaz, ces engins s'aventuraient trop près des baigneurs, raconte un estivant. Soudain, ajoute-t-il, un des jet-skis s'est approché d'un groupe de baigneurs légèrement écarté des autres nageurs.

Pris de panique, le groupe des baigneurs a tenté de s'écarter de la trajectoire de l'engin. Malheureusement, K.D. a été heurtée, raconte encore cet estivant. Ce second accident intervient une semaine après le drame des Andalouses qui avait coûté la vie à une fillette de 5 ans. Pour rappel, le 1er août, un jet-ski qui circulait dans la zone de baignade avait foncé vers le rivage, terminant sa folle course sur le sable où se trouvaient des estivants.

Une fillette de 5 ans, touchée à la tête par le bolide, est décédée et une autre de 7 ans blessée, rappelle-t-on. Après ce premier accident, les gardes-côtes ont lancé une opération de sensibilisation et de contrôle sur les plages de la corniche oranaise. Plusieurs infractions ont été relevées. Il

a été en effet constaté que les hydroglisseurs en général et les jet-skis en particulier ne respectaient pas la zone de sécurité de 300 mètres devant les séparateurs du rivage et se livraient à des manoeuvres dangereuses dans la zone de baignade. Il a été également relevé que la majorité des conducteurs n'avaient pas de permis de conduire pour les bateaux de plaisance et du sport nautique de catégorie A.

Et ces jet-skis, qui sont loués pour la plupart, circulent sans assurance. D'autres manquements ont été constatés par les gardes-côtes, tels la nuisance sonore en raison du niveau sonore anormal dégagé par ces engins, le défaut de corde de remorquage, le système d'autofreinage, l'absence de gilets de sauvetage, entre autres. Hier, la commission du tourisme de l'APW, qui a effectué une tournée à travers les plages de la corniche, a constaté que le phénomène des jet-skis a pris une ampleur inquiétante, au point de menacer la vie des estivants.

CAS DE TYPHOÏDE À TLEMCEN

Les salles de fêtes sous haute surveillance

M. MAZARI

Après les cas de typhoïde enregistrés à Tlemcen, où environ 90 personnes ont été admises à l'hôpital de Tlemcen, les premières mesures commencent à tomber, ciblant en premier les salles de fêtes et les conditions d'hygiène et de sécurité qui y règnent, sans parler du respect de la réglementation en vigueur.

Ainsi, la commission de wilaya de lutte contre les maladies à transmission hydrique de Tlemcen a décidé, hier, de diligenter une enquête administrative sur la conformité des douze (12) salles de fêtes en activité à travers la wilaya, a indiqué hier l'APS.

Cette décision a été prise lors d'une réunion tenue en présence du sous-directeur de la prévention au ministère de la Santé et de la Population.

La séance de travail a permis de cerner les différents aspects (sanitaire, réglementaire, sécuritaire) liés à l'activité des salles de fêtes.

Pour rappel, une commission du ministère de la Santé et de la Population se trouve depuis dimanche à Tlemcen. La commission s'est déplacée au niveau de la salle de fêtes en question pour s'enquérir sur place des conditions prévalant dans le domaine de l'alimentation en eau potable et de l'écoulement des eaux usées.

La commission a ainsi réitéré la nécessité de la poursuite du contrôle rigoureux de ces établissements et de la qualité de l'eau des puits.

La présence de ce type d'établissement en zone industrielle constitue, selon la commission, un risque pour l'environnement et les riverains, compte tenu de la proximité d'installations à caractère industriel (centre enfûteur

de NAFTAL et ateliers de transformation). «Toute salle ne disposant pas d'arrêté d'exploitation sera fermée», a affirmé le secrétaire général de la wilaya lors de la réunion.

Le représentant du ministère a rappelé, de son côté, la nécessité de disposer d'un règlement sanitaire et urbanistique limitant l'exercice de chaque activité sur le territoire de la wilaya afin «d'exclure tout risque majeur». Tout en rappelant l'exigence d'un contrôle rigoureux de la qualité de l'eau de boisson, il a recommandé la mise en place d'un plan de cisternage pour l'approvisionnement en eau potable des populations. Un système de surveillance «sentinelle» du taux de chlore dans l'eau et la mise en place d'un numéro d'appel téléphonique vert (gratuit), paracheveront ces mesures préventives, a-t-on souligné.

La commission a insisté sur une large opération de sensibilisation des consommateurs quant à la qualité de l'eau et des mesures de traitement (chaulage des puits et analyses bactériologiques régulières de l'eau) à respecter.

Au cours de leur réunion, les participants ont rappelé les mesures coercitives prises à l'encontre du propriétaire de la salle de fêtes incriminée. En effet, la salle de fêtes en question a été fermée sur décision de la wilaya de Tlemcen et son propriétaire poursuivi en justice. Il a été également procédé à la destruction du puits. Rappelons également que le directeur de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (DSPRH) de la wilaya de Tlemcen avait indiqué qu'il s'agit d'un «établissement clandestin qui n'était pas enregistré auprès de la direction de la Santé, échappant ainsi au dispositif de veille sanitaire» mis

en place pour faire face aux maladies à transmission hydrique (MTH).

Plusieurs personnes qui avaient consommé l'eau du puits lors d'un mariage célébré dans cette salle de fêtes ont été admises au CHU de Tlemcen. Une enquête épidémiologique avait déterminé alors plusieurs cas de typhoïde. Le même responsable a indiqué que cet établissement était dépourvu de réseau d'alimentation en eau potable, la salle étant alimentée à partir d'un puits que le propriétaire approvisionnait par citernes. «Le réseau d'assainissement de la salle de fêtes, situé en amont du puits, étant obstrué, des infiltrations d'eaux usées ont provoqué cette situation», a-t-il souligné.

D'autre part, le nombre de personnes hospitalisées présentant des symptômes de fièvre typhoïde avait augmenté au fil des jours, atteignant 88 personnes hospitalisées, dimanche en fin de journée. Les services des maladies infectieuses du CHU de Tlemcen n'ayant pas suffi à accueillir tous les malades, la direction de l'hôpital s'est vue obligée de placer d'autres malades dans les services d'urologie, d'hémodialyse et de dermatologie.

C'est le 6 juillet dernier qu'a eu lieu la cérémonie de mariage organisée dans la salle de fêtes en question, au cours de laquelle plusieurs invités ont été infectés en buvant l'eau contaminée. Mais ce n'est que le 25 juillet seulement que le premier malade présentant des symptômes de la fièvre typhoïde a été admis au service des maladies infectieuses du CHU de Tlemcen.

Une cellule de crise a été mise en place au niveau de la direction de la Santé pour surveiller la situation épidémiologique de la maladie.

ENTRETIEN AVEC LE PROFESSEUR

RAFAEL BUSTOS

«Le terrorisme international a des motivations politiques avant tout»

Les attaques terroristes perpétrées le 7 juillet 2005 à Londres ont rappelé par leur mode opératoire celles du 11 mars 2004 à Madrid.

Madrid:
AMEL LAMAMRA

Les deux séries d'attentats ont été revendiquées par les «Brigades Abou Hafs Al-Masri d'Al-Qaeda - Division Europe». Le gouvernement britannique et les organisations musulmanes d'Angleterre semblent partager la volonté d'éviter des réactions xénophobes incontrôlables, particulièrement celles qui tendraient à alimenter l'idée d'un funeste «choc des civilisations».

Qu'est-ce qu'il en est justement en Espagne, plus d'un an après les attentats du 11 mars ? C'est ce que Amel Lamamra a voulu établir dans l'entretien qu'elle a eu avec le professeur Rafael Bustos, chercheur à la Fondation pour les relations internationales et le dialogue extérieur, spécialiste des mondes arabe et musulman et auteur d'ouvrages et d'articles, y compris une thèse de doctorat sur l'Algérie.

Le Quotidien d'Oran: *professeur Bustos, pensez-vous que le peuple espagnol ait interprété les attentats du 11 mars 2004 comme un symbole du conflit civilisationnel dont parle Samuel Huntington ?*

Rafael Bustos: je pense que l'idée qui existe dans la société espagnole, et ceci peut se vérifier dans les sondages d'opinion publique, est que traditionnellement la relation maroco-espagnole est identifiée comme la pire qui soit.

Ceci me préoccupe, parce que la majorité des poseurs de bombes du 11 mars étaient justement de nationalité marocaine. Et donc, l'image des Marocains, qui était déjà négative, n'a fait qu'empirer après les attentats. Et maintenant, il est certainement plus difficile d'essayer de changer cette opinion.

En général, les Espagnols ne sont pas crédules. Ils ne croient donc pas que tous les chrétiens s'opposent à tous les musulmans, mais il existe plus de méfiance maintenant.

Q.O.: *et croyez-vous que les communautés d'immigrés, par exemple marocaine, puisque c'est la communauté d'immigrés la*

plus importante en Espagne, souffrent d'un certain rejet de la part du peuple espagnol ?

R.B.: à mon avis, oui. Les jours suivant les attentats de Madrid, l'ont sentait une tension dans le métro. Les gens s'observaient plus qu'avant. Ensuite, il y a le racisme de second degré. La police est plus vigilante.

Elle a toujours arrêté les immigrés dans la rue pour vérifier leurs papiers, mais après les attentats, les fouilles se sont faites plus fréquentes, parce que, maintenant, l'immigré peut ne pas avoir ses papiers, comme il peut avoir des intentions dangereuses.

Ceci dit, il est vrai que le nombre de personnes arrêtées en Espagne a été largement inférieur au nombre d'arrestations effectuées au Maroc pour l'attentat de Casablanca, soit 200 en Espagne, et autour de 7.000 au Maroc. Donc, sous cet angle, il semble que les choses soient assez maîtrisées en Espagne.

Q.O.: *le gouvernement a-t-il changé de position envers l'immigration ?*

Accepte-t-on moins d'immigrés maintenant en Espagne ?

R.R.: non, je ne crois pas. Il est vrai que maintenant il existe de nouvelles dispositions légales. Le gouvernement, pour régulariser un immigré, exige un casier judiciaire propre, et ceci est nouveau; avant, ceci ne se demandait pas.

Mais, au contraire, le gouvernement a voulu régulariser un maximum d'immigrés illégaux pour qu'ils soient dans une situation légale, normale, et aussi pour que la police puisse mieux les contrôler bien sûr.

Q.O.: *comment pensez-vous que les musulmans vivant dans des pays occidentaux pourraient améliorer la perception parfois négative de leur civilisation ?*

R.B.: je trouve qu'en France, par exemple, la communauté musulmane a très bien réagi lorsque deux journalistes français ont été enlevés en Irak.

La communauté s'est mobilisée et a envoyé une délégation en Irak pour offrir sa médiation.

En Espagne, de manière générale, la société d'immigrés marocains

a toujours été du côté des Espagnols, et a fermement condamné les attentats du 11 mars. De plus, de nombreuses victimes de ces attentats étaient marocaines.

La communauté doit simplement continuer à vivre normalement, et tenter de s'intégrer. Je pense qu'elle est sur la bonne voie. L'unique problème que je vois est le manque d'éducation dont elle souffre.

A cause de cela, il est plus difficile pour elle de former des organisations. Ces immigrés se contentent de vivre au jour le jour, parfois même de survivre.

Le cas marocain en Espagne est très différent des troisièmes générations d'Algériens et de Marocains en France qui vont à l'université et qui sont donc armés de leurs connaissances. Il suffit d'un peu de temps aux Marocains d'Espagne pour qu'ils s'organisent dans des syndicats, partis politiques, etc.

Q.O.: *vous semble-t-il que le terrorisme dit «international» représente le fameux «choc des civilisations» ?*

R.B.: le terrorisme international a des motivations politiques, avant tout, mais aussi culturelles, idéologiques et religieuses. Mais il ne possède pas la dimension que cherchent à lui donner les partisans de la théorie de Huntington. Il ne s'agit pas de l'affrontement entre deux civilisations entières, mais d'une minorité de personnes radicales tentant de lancer des attaques contre des Etats.

Les autorités religieuses les plus importantes du monde islamique ont condamné les attentats et ont refusé de leur trouver une quelconque justification.

On ne peut donc pas parler de «choc» et moins encore de choc entre deux groupes de pays si nombreux et différents.

Par contre, il existe des différends dans la gestion de la politique internationale, mais c'est aussi le cas entre les pays européens. D'ailleurs, c'est aussi le cas entre divers pays arabes.

Les relations entre la Libye et l'Arabie Saoudite sont très mauvaises mais l'on ne parle pas pour autant de «choc» entre ces deux pays et leurs peuples.